

**DOSSIER**

# **LE DÉVELOPPEMENT DES PEUPLES**

**40 ANS APRÈS  
« *POPULORUM PROGRESSIO* »**



Ce dossier est publié à l'initiative  
d'**ENTRAIDE & FRATERNITÉ**  
et de  
**JUSTICE & PAIX.**

---

Pour tout contact et renseignement :



32, rue du Gouvernement Provisoire  
B 1000 Bruxelles

02/227 66 98

[www.entraide.be](http://www.entraide.be)



31/6, rue M. Liétart - B 1150 Bruxelles

02/738 08 01

[www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

Editeur responsable : Stephan GRAWEZ – 32, rue du Gouvernement Provisoire – 1000 Bruxelles

# Sommaire

- Populorum Progressio* : quelle actualité ?  
**Ignace BERTEN** (Dominicain) - Belgique **page 4**
- Perspectives latino-américaines à propos de l'Encyclique *Populorum Progressio*  
Prof. Dr. **Paulo Fernando CARNEIRO DE ANDRADE** - Brésil **page 12**
- Tout l'homme, tous les hommes  
**Denis KIALUTA** (Prêtre congolais, résidant en Belgique, Philosophe) - Congo **page 16**
- Les peuples, ouvriers de leur propre développement  
**Jorge SANTIAGO** (Desmi, A.C., partenaire d'E&F) - Mexique **page 19**
- S'engager radicalement dans le développement humain  
**Sudha VARGHESE** (religieuse) - Inde **page 23**
- Guerre en RDC et pillage des richesses  
**Simon Pierre IYANANIO** (Vicaire général du diocèse de Kasongo – Maniema et responsable du Bureau Diocésain de Développement, partenaire d'E&F) – RD Congo **page 26**
- Et pourtant, elle tourne  
**Manolo García GARCÍA** (Ong SERJUS, partenaire d'E&F) - Guatemala **page 28**
- Du développement ..... au dialogue ?  
**Jean-Pierre DUPONT** (El Kalima) – Belgique **page 30**

# *Populorum Progressio* : quelle actualité ?

Ignace Berten (Dominicain)



## 1. Éléments de contexte

Du point de vue géopolitique, après une période de fortes tensions entre États-Unis (et Occident) et URSS, la guerre froide de 1947 à 1963, on est entré dans une période de détente (les tensions remonteront à partir de 1975). Des négociations sur la réduction des armements nucléaires sont engagées. Un espoir de stabilité et de paix qui permet aussi d'espérer résoudre les problèmes de pauvreté dans le monde, dont le premier signal a été le drame de la faim.

Par ailleurs, le processus de décolonisation est presque accompli mais, presque partout aussi, c'est la déception pour les peuples : elle n'a pas apporté l'amélioration espérée des conditions de vie, au contraire, celles-ci se sont presque partout détériorées et la disparité entre peuples riches et peuples pauvres s'est accrue.

La question du développement des pays du Sud, appelés Tiers Monde (Alfred Sauvy, 1952), est posée de plus en plus fortement : pauvreté croissante, inquiétudes face à l'explosion démographique du Sud.

En 1964, a été créée la CNUCED, Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement. Un délégué du Vatican est présent à cette conférence, le P. Lebret, fondateur d'Économie et Humanisme. Il lance, semble-t-il, l'expression de Nouvel ordre économique international (NOEI), expression reprise dans de multiples documents internationaux dans les années qui suivent (mais quelque peu oubliée aujourd'hui). Il parle aussi d'un droit au développement.

De retour de la conférence, il suggère à Paul VI de publier une encyclique sur la question du développement ; celui-ci le charge de rédiger un projet, qui aboutit en 1967 à *Populorum progressio*.

*Populorum progressio* est sans doute la plus politique de toutes les encycliques sociales. Depuis *Rerum novarum*, les encycliques sociales étaient essentiellement centrées sur l'Europe et les États-Unis. Jean XXIII avec *Mater et magistra*, pour l'agriculture, et *Pacem in terris*, pour la paix, avait explicitement développé l'horizon mondial, dans la dynamique du Concile et de *Gaudium et spes*. *Populorum progressio* déplace la problématique en abordant les questions mondiales à partir du Sud.

## 2. Les grandes orientations de *Populorum progressio*

*Populorum progressio* se développe sur trois axes majeurs :

- les principes du développement
- des orientations pour l'action
- l'inspiration croyante

### 2.1 Les principes du développement

● *Populorum progressio* développe des grands principes directement inspirés de Lebreton et Économie et Humanisme

- La question sociale ne peut plus être posée en se limitant à l'horizon d'un seul pays ou d'un seul monde (le monde industriel développé) : la question sociale est devenue mondiale (3)
- La misère est source d'instabilité et de violence (30) : seules des réformes fondamentales sont susceptibles de contribuer à la fois à la paix et au développement. « Le développement est le nouveau nom de la paix » (76)
- Une expression forte apparaît sous deux formes : « tout homme et tout l'homme » (13) ou « tout l'homme et tous les hommes » (42). Ce qui veut dire à la fois qu'il n'y a pas de vrai développement s'il ne concerne pas la totalité de l'être humain et s'il ne s'étend pas à la totalité de l'humanité. En d'autres mots, le développement doit être intégral (tout l'homme) et solidaire (tous les hommes) (5). Le thème du développement intégral sera constamment repris dans les textes pontificaux.
- Autre expression forte : « avoir plus, pour être plus » (6) : le développement n'est pas seulement une question d'avoir, l'économique n'est pas le tout, mais il est une condition majeure pour tout développement humain. (Remarque : cette expression concerne directement les pays pauvres ; et il est vrai que la question du développement durable n'est pas encore posée : le Rapport Meadows, *Halte à la croissance ?* publié par le Club de Rome date de 1972.)
- Ces deux expressions comportent une critique fondamentale d'un développement conçu seulement sur une base économique ou technico-industrielle : le développement n'est réel que s'il signifie pour chacun et tous le passage « de conditions moins humaines à des conditions plus humaines » (20). Ces conditions plus humaines impliquent la qualité de la vie, l'éducation et la santé, la culture, l'expérience de la participation, etc.
- Le développement comporte essentiellement une dimension endogène (concept non utilisé) : la communauté humaine locale est le premier sujet de son développement : « ouvriers de leur propre développement, les peuples en sont les premiers responsables » (77) : les modalités doivent donc toujours en être réfléchies avec les personnes concernées, dans le respect des cultures locales.
- Le développement comporte aussi nécessairement une dimension morale : pas de développement sans solidarité, tant locale qu'entre nations riches et pauvres. « Le développement intégral de l'homme ne peut aller sans le développement solidaire de l'humanité » (43)

- Le développement ne peut être obtenu par l’action révolutionnaire, qui engendre de nouvelles injustices : Paul VI dénonce le risque de « glissement vers des idéologies totalitaires » (11) ; « l’insurrection révolutionnaire – sauf le cas de tyrannie évidente et prolongée qui porterait gravement atteinte aux droits fondamentaux de la personne et nuirait dangereusement au bien commun du pays – engendre de nouvelles injustices » (31), mais il y a urgence de réformes audacieuses et profondément novatrices (32) : nous pouvons dire de véritables réformes globales, qui seules peuvent éviter la violence insurrectionnelle.

Nombre d’éléments de cette perspective du développement sont prophétiques : plusieurs d’entre elles sont devenues communes tant dans le discours des associations engagées dans la coopération et la solidarité avec les pays pauvres, que dans le discours politique le plus officiel. À l’époque, presque personne ne parlait dans ces termes.

- Une analyse critique du monde tel qu’il est :
  - Paul VI est très sévère vis-à-vis du libéralisme et de ses principes (il est à remarquer que le mot « socialisme » n’apparaît pas une seule fois dans l’encyclique ; la seule allusion transparente au communisme se trouve au n. 33, où il est question de collectivisation intégrale) ; dans l’ensemble, au niveau du vocabulaire, c’est le libéralisme qui est visé, le mot « capitalisme » n’apparaît que deux fois (au n. 25), mais il s’agit bien du libéralisme capitaliste dans l’ensemble du document.
  - Il rappelle que la propriété privée n’est pas un absolu et qu’il y a un principe qui la surplombe : la destination universelle des biens (22), avec cette affirmation extrêmement forte : « Nul n’est fondé à réserver à son usage exclusif ce qui passe son besoin, quand les autres manquent du nécessaire » (23). C’est non seulement la mise en cause du libéralisme capitaliste dans un des ses principes fondamentaux, mais c’est aussi quasi la négation des principes développés par l’Église sur la propriété privée depuis Léon XIII. Remarquons cependant qu’il s’agit d’une affirmation morale qui ne prédétermine pas les options économique-politiques concernant les différents statuts possibles de la propriété.
  - Le libéralisme tel qu’il s’est développé repose « sur le profit comme motif essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l’économie, la propriété privée des moyens de production comme un droit absolu ». Ce libéralisme conduit à « l’impérialisme international de l’argent » (26), expression reprise à Pie XI (*Quadragesimo anno*, 1931).
  - Tout en dénonçant fortement l’impérialisme de l’argent, Paul VI souligne aussi très justement le fait, qu’il n’y a pas que l’argent qui mène le monde, mais aussi la recherche du pouvoir : il y a disparité criante dans l’exercice du pouvoir (9). Une analyse trop sommaire des problèmes de pauvreté et de développement à partir de l’économie a tendance à négliger les questions géopolitiques de pouvoir, qui ne sont évidemment pas sans aucun lien avec les intérêts économiques, mais qui ne s’identifient pas à eux, et parfois sont en contradiction avec eux.

- *Populorum progressio* met en cause le principe généralisé du libre-échange quand les partenaires sont en condition trop inégale « Il faut le reconnaître : c'est le principe fondamental du libéralisme comme règle des échanges commerciaux qui est ici mis en question. » (58)
- L'encyclique met aussi en cause le détournement des capitaux et de la fraude fiscale massive de la part des riches dans les pays pauvres (24).

## 2.2 Des pistes d'action

Fondamentalement, Paul VI en appelle à une gestion politique du développement, en raison de « la dure réalité de l'économie moderne : laissé à son seul jeu, son mécanisme entraîne le monde vers l'aggravation, et non l'atténuation, de la disparité des niveaux de vie » (8). L'économie demande à être politiquement maîtrisée.

Paul VI suggère plusieurs pistes d'action :

- La création d'un fonds mondial alimenté par une réduction des dépenses militaires (51) : si l'objectif de réduction des dépenses militaires, qui était clairement affirmé après 1989, n'est malheureusement plus du tout à l'ordre du jour, l'idée d'un fonds mondial est aujourd'hui reprise : taxe Tobin et dérivés, taxe sur les vols aériens, proposition Lula - Chirac (2004).
- Le nécessaire rééquilibrage des relations commerciales : celles-ci ne peuvent être laissées au seul jeu du libre échange qui défavorise systématiquement les plus faibles (58). Des mesures normatives doivent être prises, à l'image de ce qui se fait du point de vue des relations de travail dans les pays développés où les salaires sont protégés par des contrats régis par la loi : « la liberté des échanges n'est équitable que soumise aux exigences de la justice sociale » (59). Et, de même que les pays développés mettent en place des politiques protégeant leur propre économie, entre autres dans le domaine de l'agriculture, les pays pauvres ont le droit de prendre des mesures pour se protéger (60). Des conventions internationales sont pour cela indispensables (61). Les débats autour de l'OMC montrent que la question est plus que jamais d'actualité, avec entre autres la question de l'agriculture au cœur des débats.
- Paul VI suggère aussi la création dans les pays pauvres de « zones de développement concerté ». (58) Pense-t-il au modèle de l'Union européenne ? C'est possible, mais cela correspond à une proposition claire de Lebret et d'Économie et Humanisme. La question est aussi toujours à l'ordre du jour : Mercosur... Mais l'Afrique ?
- Enfin, *Populorum progressio* reprend des demandes déjà formulées par Jean XXIII : la mise en place d' « un ordre juridique universellement reconnu » et d' « une autorité mondiale en mesure d'agir efficacement sur le plan juridique et politique » » (78). Paul VI est le premier pape à s'être déplacé à l'étranger : il est, entre autres, allé à Jérusalem (1964) et à l'Assemblée générale de l'ONU (1965). C'est particulièrement significatif du lien entre Évangile et politique, pour lui, et du rôle essentiel que doivent jouer pour cela les institutions internationales. Les questions présentes concernant la réforme de l'ONU et le rapport entre l'OMC, d'une part, l'OIT, l'OMS, etc. d'autre part, vont dans ce sens.

## 2.3 Inspiration évangélique

Il faut souligner l'esprit dans lequel est rédigée cette encyclique. D'un côté, beaucoup plus que ses prédécesseurs, Paul VI propose une analyse sérieuse des mécanismes économiques, en particulier le fonctionnement du libéralisme qu'il met en cause, d'un autre côté, il ne fait plus appel d'abord comme le faisaient Léon XIII et Pie XI à une philosophie naturelle prétendument universelle : il s'appuie sur la Bible, mais il cherche à le faire dans un langage qui puisse être reçu à la fois par les catholiques et les chrétiens en général, mais aussi tout homme de bonne volonté (jusqu'à Pie XII, les encycliques sont adressées seulement aux catholiques ; depuis Jean XXIII et *Pacem in terris*, c'est l'ouverture à tous les hommes de bonne volonté).

Paul VI situe clairement son appel à la solidarité et à la responsabilité politique vis-à-vis des pays pauvres en vue de leur développement à partir du sens même de la création : « “Emplissez la terre et soumettez-la” (Gn 1,28) : la Bible, dès sa première page, nous enseigne que la création entière est pour l'homme, à charge pour lui d'appliquer son effort intelligent à la mettre en valeur, et, par son travail, la parachever pour ainsi dire à son service. Si la terre est faite pour fournir à chacun les moyens de sa subsistance et les instruments de son progrès, tout homme a donc le droit d'y trouver ce qui lui est nécessaire. » (22). Et un peu plus loin, il cite saint Jean : « Si quelqu'un, jouissant de richesses du monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui ? » (1 Jn 3,17 ; n. 23). Saint Jacques est cité dans le même sens (45). L'objectif à poursuivre est « un monde où la liberté ne soit pas un vain mot et où le pauvre Lazare puisse s'asseoir à la même table que le riche » (47).

C'est encore au nom de la mise en garde de Jésus que Paul VI interpelle les peuples riches : « Repliées dans leur égoïsme, les civilisations actuellement florissantes porteraient atteinte à leur valeurs les plus hautes, en sacrifiant la volonté d'être plus au désir d'avoir davantage. Et s'appliquerait à elles la parabole de l'homme riche dont les terres avaient beaucoup rapporté, et qui ne savait où entreposer sa récolte : “Dieu lui dit : Insensé, cette nuit même on va te redemander ton âme” (Lc 12,20). » (49<sup>1</sup>).

On pourrait multiplier les citations : les images et références bibliques émaillent tout le texte. Paul VI ne s'y réfère pas à titre de preuves de l'enseignement qu'il propose, mais bien plutôt comme un horizon fondamental de sens et de questionnement, adressé nous seulement au croyant, mais à tout homme de bonne volonté.

---

<sup>1</sup> Texte français légèrement corrigé pour la compréhension. Texte officiel : « Et la parabole s'appliquerait à elles de l'homme riche dont... »

### 3. Actualité de *Populorum progressio*

*Populorum progressio*, comme tout texte, est évidemment daté. Mais à relire aujourd'hui ce texte, on est frappé de sa pertinence actuelle. Relevons cependant l'une ou l'autre différence de contexte assez significative.

#### 3.1 Le contexte a changé

Relevons quelques changements majeurs qui demandent certainement une actualisation dans la compréhension de l'encyclique.

- Le système mondial est beaucoup plus globalisé aujourd'hui, du fait de la disparition du bloc communiste : le marché est de fait devenu mondial, avec des caractéristiques propres selon les régions (qu'on pense au cas spécifique de la Chine), et des exclusions beaucoup plus marquées (Afrique noire).
- La confrontation entre les deux blocs n'existe plus depuis la disparition de l'URSS : il n'y a plus qu'un seul système dominant, celui du capitalisme libéral, mais en même temps un nouveau jeu géopolitique avec des puissances montantes.
- Le Tiers Monde n'existe plus. D'une part, il n'y a plus de Deuxième Monde (le bloc communiste) ; d'autre part, il y a un véritable éclatement entre pays émergents et pays les plus pauvres, avec une concurrence très dure Sud – Sud, qui n'épargne pas les pays les plus pauvres.
- La situation économique globale est très différente : en 1967, on est à une époque de croissance forte où il y a un gâteau rapidement croissant à partager, avec un sentiment général plutôt optimiste sur l'avenir. Aujourd'hui, la croissance est réduite et les inquiétudes prédominent.
- Paul VI parle du heurt des civilisations (10) : il vise la différence entre civilisation industrielle et civilisations traditionnelles. Actuellement, c'est aussi le heurt de cultures et civilisations où se mêlent les questions d'inégalité et de pauvreté, mais aussi d'humiliations et ressentiments : la question spécifique du rapport aux pays musulmans n'est pas à l'horizon en 1967.
- Les questions posées sur l'environnement et le développement durable ne sont pas encore à l'ordre du jour. Il est clair que la problématique du développement telle qu'elle est pensée par Lebret et Paul VI n'intègre pas du tout cette perspective.
- La question du genre est aussi absente de l'encyclique : à l'époque, on n'est pas encore sensible au fait que, dans l'ensemble, ce sont les femmes qui portent le poids le plus lourd de la pauvreté et du manque de participation.

#### 3.2 Les points d'appui majeurs pour aujourd'hui

La question du développement des peuples (qui est le titre même de l'encyclique) reste une question prioritaire et urgente. Des principes essentiels, des éléments fondamentaux d'analyse et des perspectives pratiques développés par Paul VI sont toujours pleinement d'actualité : à l'époque on pouvait espérer qu'ils soient effectivement pris en compte, mais on est bien loin du compte.

- Les distorsions engendrées par le libéralisme n'ont fait que s'accroître ; l'impérialisme de l'argent s'est encore accru. Bien plus qu'en 1967, la question de l'argent est décisive : actuellement le capitalisme financier prend le pas sur le

capitalisme industriel productif. Plus encore qu'à son époque, les conflits sociaux ont pris une dimension mondiale (9). Sans réformes fondamentales, le monde risque d'être de plus en plus livré à la violence. Sans doute, de ce point de vue, Paul VI ne fait-il pas assez place à la nécessité d'établir des rapports de force afin de changer les politiques dominantes : cela renvoie à la responsabilité de la société civile organisée aux niveaux national et international, relayée par les représentants politiques.

- Le système économique peut assurer une croissance économique, mais il ne peut par lui-même assurer une répartition équitable : « il ne suffit pas d'accroître la richesse commune pour qu'elle se répartisse équitablement » (34). Actuellement, il y a croissance, même si elle est plus faible, mais elle profite essentiellement au capital, alors que pour la majorité des travailleurs le pouvoir d'achat recule.
- *Populorum progressio* dénonce déjà les méfaits de la dette insupportable des pays pauvres (54) à une époque où la crise récurrente de la dette dans différents pays du Sud n'a pas encore éclaté (première crise : Mexique, 1982). Les timides mesures prises, avec grand fracas publicitaire, sont encore largement insuffisantes.
- Tout l'homme et tous les hommes : le développement n'est pas seulement une question économique et technique : d'un côté, c'est la totalité de l'être humain qui est en jeu (vers des conditions plus humaines), de l'autre, le développement économique et industriel ne peut détruire la culture locale, déstructurer complètement le tissu social.
- Le développement n'est pas seulement non plus une question technique : de bons programmes. Il est aussi fondamentalement une question éthique : Paul VI s'adresse à la conscience de chacun dans les pays riches : est-il prêt « à payer davantage d'impôts pour que les pouvoirs publics intensifient leur effort pour le développement ? à acheter plus cher les produits importés pour rémunérer plus justement le producteur ? à s'expatrier lui-même au besoin, s'il est jeune, pour aider cette croissance des jeunes nations ? » (47). Question non traitée par l'encyclique : il s'agit là, évidemment, d'une question d'éthique personnelle, mais c'est aussi une question d'éthique collective, de mentalité culturelle. Comment aborder cette question, et par quels instruments agir sur ce terrain ? Question centrale pour des associations comme Entraide et Fraternité ou Vivre ensemble. La question est celle d' « une vision globale de l'homme et de l'humanité » (13), comme le dit bien l'encyclique. Vision globale qui demande à être partagée et à devenir projet politique. Mais, parmi les chrétiens, au-delà des déclarations plus ou moins théoriques, il n'y a pas de vision globale réellement partagée (tous les hommes et tout l'homme, dans la solidarité de tous avec tous), et a fortiori ce n'est pas le cas dans l'ensemble de la société. On peut même dire qu'aujourd'hui les visions sont de plus en plus éclatées.
- Paul VI parle de la nécessité de programmes au niveau mondial. Les Objectifs du millénaire vont dans ce sens... mais les engagements effectifs ne suivent pas : il y a le problème constant de la distance entre les engagements politiques signés et ratifiés par les États et la décision de mesures efficaces en fonction de ces objectifs et de leur mise en œuvre.

Le fait que des objectifs chiffrés soient définis est cependant déjà un certain progrès : il offre une base d'action aux associations militantes.

- Paul VI insiste aussi sur le principe de subsidiarité, sans le nommer : ni la seule initiative individuelle ni le simple jeu de la concurrence ne peuvent assurer le développement : « Il appartient aux pouvoirs publics de choisir, voire d'imposer les objectifs à poursuivre, les buts à atteindre, les moyens d'y parvenir, et c'est à eux de stimuler toutes les forces regroupées dans cette action commune. Mais qu'ils aient soin d'associer à cette œuvre les initiatives privées et les corps intermédiaires. Ils éviteront ainsi le péril d'une collectivisation intégrale ou d'une planification arbitraire qui, négatrices de liberté, excluraient l'exercice des droits fondamentaux de la personne humaine. » (33). La prise en compte (au moins déclarée) du rôle de la société civile dans les programmes de développement et de coopération de l'Union européenne va dans ce sens (mais il ne faudrait pas que la société civile se réduise aux entreprises !).
- *Populorum progressio* présente la position d'une Église qui n'impose pas sa doctrine, qui ne développe pas de solutions claires aux problèmes majeurs de la société, mais qui est positivement présente, en posant des questions à partir de l'Évangile et en offrant ce dont elle est porteuse en fait de sens et de valeurs, et cela dans une attitude de collaboration et d'authentique dialogue. Remarque à ce sujet : Paul VI a posé dans *Populorum progressio* la question de la démographie reconnaissant une responsabilité des pouvoirs publics pour freiner la croissance démographique « en prenant les mesures adaptées, pourvu qu'elles soient conformes aux exigences de la loi morale et respectueuses de la juste liberté du couple » (37). On pensait assez largement qu'il allait prendre une position ouverte, sans doute nuancée, sur la contraception : malgré l'avis fortement majoritaire de la commission créée à ce sujet, et qui était au travail à l'époque de la rédaction de *Populorum progressio*, quelques mois plus tard, en 1968, ce sera *Humanae vitae*. Le crédit de la papauté en sera profondément ébranlé dans les milieux catholiques et dans les opinions publiques en général... et sans doute corrélativement l'accueil par rapport à un texte comme *Populorum progressio* et le retentissement politique d'un tel document. Le contraste entre une Église qui propose et cherche à accompagner, en ce qui concerne les problèmes sociaux fondamentaux, et une Église qui intervient autoritairement en rejetant tout espace de dialogue concernant l'éthique personnelle est trop brutal.

**En conclusion** : sur beaucoup de points, *Populorum progressio* est un texte qui reste profondément d'actualité. Il a été en son temps vraiment prophétique. C'est aussi le texte le plus ouvert sans doute, parmi les textes pontificaux, celui qui fait le plus confiance à la responsabilité politique au-delà du clivage des partis, en étant sévère par rapport au système dominant, qui est le libéralisme capitaliste. ■

# Perspectives latino-américaines à propos de Populorum Progressio

Prof. Dr. Paulo Fernando  
Carneiro de Andrade



La publication de l'Encyclique *Populorum Progressio* en 1967 a eu une grande répercussion en Amérique latine. Dans les années 60, en réponse au plus profond esprit du Concile Vatican II, il s'est produit un changement remarquable de l'Église latino-américaine qui construit, durant cette période, une identité propre, en cessant d'être une Église reflet, simple reproductrice d'une pastorale et d'une théologie européennes. Elle devient une Église source.

L'Encyclique a été publiée entre la première Conférence Générale de l'Épiscopat latino-américain (Mar del Plata, 1966)<sup>2</sup> et la seconde (Medellín, 1968)<sup>3</sup>. Elle a construit une nouvelle perspective pastorale, à partir de ce qui fut appelé « l'option pour les pauvres » et l'engagement dans les luttes de libération.

## **Le développement des peuples : une mission de l'Église**

Dans une perspective latino-américaine se détachent trois contributions importantes de l'Encyclique *Populorum Progressio* qui trouvent un écho substantiel à Medellín. La première contribution est l'établissement d'une connexion intrinsèque entre la mission évangélique confiée à l'Église et le processus de développement économique-social des peuples : « *Le développement des peuples, tout particulièrement de ceux qui s'efforcent d'échapper à la faim, à la misère, aux maladies endémiques, à l'ignorance; qui cherchent une participation plus large aux fruits de la civilisation, une mise en valeur plus active de leurs qualités humaines; qui s'orientent avec décision vers leur plein épanouissement, est considéré avec attention par l'Église.(...).* » (§ 1). Il ne s'agit pas de n'importe quelle forme de développement,

---

<sup>2</sup> qui a eu comme thème « Présence active de l'Église dans le développement et dans l'intégration de l'Amérique latine » et a adopté une perspective développementiste

<sup>3</sup> avec le thème « l'Église dans l'actuelle transformation de l'Amérique Latine à la lumière du Concile »

mais de ce qui est appelé par Paul VI le « *développement intégral* » ou « *développement de la personne humaine* » (§ 6 ; 15).

Pour Paul VI, le développement social et économique est inclus dans le fait même de la Création et, en ce sens, ce n'est pas une option. Faisant partie du dessein du Dieu Créateur, le développement social et économique fait indissociablement partie du développement humain intégral et de la vocation humaine. La lutte pour le développement et contre la misère et l'exclusion fait donc partie de la mission salvatrice de l'Église et n'en n'est pas la conséquence : *“Dans le dessein de Dieu, chaque homme est appelé à se développer car toute vie est vocation. Dès la naissance, est donné à tous en germe un ensemble d'aptitudes et de qualités à faire fructifier: leur épanouissement, fruit de l'éducation reçue du milieu et de l'effort personnel, permettra à chacun de s'orienter vers la destinée que lui propose son Créateur. Doué d'intelligence et de liberté, il est responsable de sa croissance, comme de son salut. Aidé, parfois gêné, par ceux qui l'éduquent et l'entourent, chacun demeure, quelles que soient les influences qui s'exercent sur lui, l'artisan principal de sa réussite ou de son échec (...) : par le seul effort de son intelligence et de sa volonté, chaque homme peut grandir en humanité, valoir plus, être plus. Cette croissance n'est d'ailleurs pas facultative. Comme la création tout entière est ordonnée à son Créateur, la créature spirituelle est tenue d'orienter spontanément sa vie vers Dieu, vérité première et souverain bien. Aussi la croissance humaine constitue-t-elle comme un résumé de nos devoirs. Bien plus, cette harmonie de nature enrichie par l'effort personnel et responsable est appelée à un dépassement. Par son insertion dans le Christ vivifiant, l'homme accède à un épanouissement nouveau, à un humanisme transcendant, qui lui donne sa plus grande plénitude: telle est la finalité suprême du développement personnel.”* (§ 15-16).

## **Les pauvres, au centre de la mission de l'Église**

La seconde contribution se trouve dans la centralité du pauvre dans la Mission de l'Église, thème qui a été développé ultérieurement en Amérique latine comme « option préférentielle pour les pauvres ». Le thème de la relation entre l'Église et les pauvres avait déjà surgi au Concile Vatican II, bien qu'il n'ait pas été explicité longuement dans ses documents. L'encyclique de Paul VI a le grand mérite d'indiquer de manière évidente la centralité des pauvres dans les évangiles et dans la Mission de Jésus et, par conséquent, la nécessité pour la Mission de l'Église de se développer à partir de cette centralité : *« Fidèle à l'enseignement et à l'exemple de son divin fondateur qui donnait l'annonce de la Bonne Nouvelle aux pauvres comme signe de sa mission, l'Église n'a jamais négligé de promouvoir l'élévation humaine des peuples auxquels elle apportait la foi au Christ.»* (§ 12). Dans ce contexte, le Pape rappelle sa présence à l'Assemblée des Nations Unies où il s'est fait « avocat des pauvres », reprenant un ancien titre patristique et médiéval des évêques (*procurator et dispensator pauperum*) : *“Tandis que se tenait à Rome le second Concile œcuménique du Vatican, des circonstances providentielles Nous amenèrent à Nous adresser directement à l'Assemblée générale des Nations Unies : Nous nous fîmes*

*devant ce vaste aréopage l'avocat des peuples pauvres.*” (§ 4). Les termes pauvre, pays pauvres et pauvreté apparaissent 25 fois dans l'Encyclique. En Amérique latine, surtout à partir de Medellín, cette préoccupation devient fondamentale, soit dans nouvelle perspective pastorale et théologique, soit même dans nouvelle manière d'être Église et chrétien.

L'option latino-américaine pour les pauvres revêt deux significations centrales articulées entre elles : il s'agit d'assumer la perspective du pauvre, son regard, ses intérêts et de faire en sorte que les pauvres deviennent des sujets sociaux et ecclésiaux complets. Dans cette perspective, il ne s'agit pas de construire une pastorale ou une action sociale tournée vers les pauvres, mais de chercher à construire les moyens pour qu'eux-mêmes puissent être les sujets de la transformation historique et qu'ils puissent avoir pleine participation dans l'Église. Ces principes se sont traduits dans la création des Communautés Ecclésiales de Base (CEB) et dans la Pastorale Populaire, c'est-à-dire dans l'action sociale de l'Église tournée vers le renforcement des Mouvements Populaires et de l'Action Syndicale.

### **Une action commune contre “l'impérialisme international de l'argent”**

La troisième contribution se trouve dans le rejet de la perspective libérale et dans l'affirmation de la nécessité d'une intervention des États et de la société pour réglementer la vie économique en faveur des pauvres, ainsi que d'une action commune mondiale, articulée par des organismes internationaux, en faveur des pays pauvres. Paul VI affirme, au sujet de la naissance du capitalisme : *« Mais un système s'est malheureusement édifié sur ces conditions nouvelles de la société, qui considérait le profit comme motif essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l'économie, la propriété privée des biens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes. Ce libéralisme sans frein conduisait à la dictature, justement dénoncée par Pie XI comme génératrice de "l'impérialisme international de l'argent"<sup>4</sup>. On ne saurait trop réprouber de tels abus, en rappelant encore une fois solennellement que l'économie est au service de l'homme<sup>5</sup>(§ 26).*

Dans l'encyclique, à partir de la centralité des pauvres et de concepts patristiques comme « le superflu, par droit, est aux pauvres » et la « destination universelle des biens », Paul VI affirme la nécessité pour les riches et les pays les plus riches d'aider de manière concrète les pauvres et les nations pauvres et relativise le droit de propriété privée, quand celle-ci devient un obstacle pour surmonter la pauvreté et l'exclusion sociale : *“C'est dire que la propriété privée ne constitue pour personne un droit inconditionnel et absolu. Nul n'est fondé à réserver à son usage exclusif ce qui*

---

<sup>4</sup> Encyclique Quadragesimo anno, 15 mai 1931. A. A.S., 23 (1931), p. 212.

<sup>5</sup> Cf., par exemple, Colin Clark, "The conditions of economic progress", 3e éd., London, Macmillan & Co., New York, St-Martin's Press, 1960, p. 3-6.

*passé son besoin, quand les autres manquent du nécessaire. En un mot, "le droit de propriété ne doit jamais s'exercer au détriment de l'utilité commune, selon la doctrine traditionnelle chez les Pères de l'Église et les grands théologiens". S'il arrive qu'un conflit surgisse "entre droits privés acquis et exigences communautaires primordiales", il appartient aux pouvoirs publics "de s'attacher à le résoudre, avec l'active participation des personnes et des groupes sociaux"<sup>6</sup> (§ 23).*

Dans ce contexte, il convient de souligner une contribution spécifique de l'Église latino-américaine au développement théologico-pastoral de l'Encyclique *Populorum Progressio*. Paul VI souligne que l'existence de la pauvreté de beaucoup, à côté de la richesse extrême d'un petit groupe, constitue une situation d'injustice. Il reconnaît que le simple développement n'apportera pas en lui-même l'amélioration de la situation des pauvres, car les mécanismes actuels continuent à favoriser une croissante concentration des richesses aux niveaux local et mondial (PP 30). Mais ce fut l'accueil réservé par la théologie latino-américaine à la Théorie de la Dépendance qui a permis à l'Église latino-américaine d'avancer dans la perception du lien causal entre la richesse de quelques-uns et la misère de beaucoup. L'injustice de la situation de la répartition extrêmement inégalitaire des richesses à l'intérieur des nations et entre elles ne se trouve pas seulement dans le devoir de solidarité qui oblige les êtres humains au secours mutuel, mais aussi dans le fait que la richesse exagérée d'une partie du monde s'est construite et se maintient par des mécanismes d'exploitation et d'exclusion des plus pauvres. Le flux des richesses mondiales va des plus pauvres en direction des plus riches. C'est l'immense multitude des pauvres du monde qui soutient la richesse de très petits groupes et d'une minorité de nations. L'avancée de la globalisation néo-libérale des dernières décennies n'a fait qu'aggraver cette situation.

L'actualité de cette encyclique se trouve dans la permanence de son double appel : d'une part, l'appel à une réorganisation mondiale à partir des intérêts des pauvres de ce monde, avec la mise en place de contrôles effectifs des marchés, nationaux et internationaux, garantissant la justice et le développement intégral de tous les hommes et de toutes les femmes. D'autre part, l'appel à rendre irréversible l'idée que l'engagement de l'Église dans cette action fait partie intégrante et indissociable de sa Mission. ■

---

<sup>6</sup> Lettre à la Semaine sociale de Brest, dans *L'Homme et la révolution urbaine*, Lyon, Chronique sociale, 1965, p. 8 et 9.

# Tout l'homme, tous les hommes

Denis Kialuta

Prêtre congolais, Philosophe, résidant en Belgique



## Vision anthropocentrique du développement : tout l'homme

Pour Paul VI, on ne peut à proprement parler du développement que quand il concerne tout l'homme et tout homme, c'est-à-dire quand il touche toutes les dimensions de l'existence humaine et quand il implique tous les hommes sans exception. Dans cette perspective, l'on peut donc dire qu'il n'y a de développement qu'intégral. Une telle conception bâte en brèche toute conception unilatérale qui réduit le développement à la seule dimension économique, au progrès de la techno-science, et, par conséquent, ne tient pas compte des aspects sociaux et éthiques. Au fond, ce qui pose problème dans toute problématique de développement tant dans les pays développés que ceux en voie de développement, c'est la prise en compte des valeurs éthiques qui imposent de mettre l'homme au centre de toute activité. Ainsi, au nom du principe de la compétitivité, de l'efficacité, de la rentabilité, l'on a, en Europe occidentale, délocalisé plusieurs entreprises vers l'Europe de l'Est non pas tant pour offrir du travail aux ouvriers des régions concernées que pour profiter d'une main d'œuvre quasiment gratuite et donc faire plus de bénéfices. Ce n'est pas en vain qu'au lendemain de l'élaboration de la Constitution européenne, des voix se sont levées et continuent encore de se lever aujourd'hui pour réclamer une Europe plus sociale qu'économique. C'est l'indice d'une société entièrement gouvernée par les intérêts économiques. À ce propos, l'encyclique contient des paroles très pertinentes.

*« Dire développement, écrit Paul VI, c'est en effet se soucier autant de progrès social que de croissance économique. Il ne suffit pas d'accroître la richesse commune pour qu'elle se répartisse équitablement. Il ne suffit pas de promouvoir la technique pour que la terre soit plus humaine à habiter ». (§34)* De plus, même si le niveau de pauvreté n'est en rien comparable avec celui des pays en voie de développement, voire sous-développés, il est quand même surprenant de constater dans les pays dits riches parce que développés, des cas de misère frisant l'indignité humaine comme des logements indécents, des malheureux dépourvus du minimum vital... Enfin, dans ces pays, l'argent a tellement pris le dessus sur l'être ; l'économique sur la morale que les hommes passent souvent à côté de l'essentiel. Pire, du point de vue structurel, l'on n'hésite pas, au nom d'une certaine idéologie et des intérêts inavoués, à institutionnaliser les antivaleurs que d'aucuns décrivent. Une telle situation invite à soulever la question du sens et à se demander « où va cette société ? ».

Les pays en voie de développement et sous-développés ne sont pas plus épargnés d'une telle conception unilatéraliste et donc réductrice du développement. En ce qui les concerne, à côté de la non maîtrise de tous les paramètres économiques avec toutes ses conséquences, il s'ajoute également le manque de valeurs éthiques tant dans l'agir des dirigeants que du peuple. L'exploitation de la richesse naturelle et la gestion de peu de biens effectifs dont ces pays disposent sont souvent soumises non pas aux normes régulières d'une vraie gestion mais à l'arbitraire d'une loi qui défie toutes les règles de la morale. En conséquence, là où une meilleure gestion aurait pu favoriser une répartition équitable du bien commun pour l'intérêt de tous, on assiste plutôt à des inégalités indescriptibles donnant lieu à une minorité très riche et à une majorité extrêmement pauvre. Aucun développement ne peut se réaliser sans l'observation minimale de la loi tant économique que morale. L'arbitraire et la jungle constituent à tout le moins le prototype du sous-développement. Une telle situation se révèle malheureusement propice aux exactions et mépris des droits et dignité de l'homme dont les victimes ne se recrutent que parmi les plus faibles. C'est cela, encore aujourd'hui, quarante ans après la publication de *Populorum Progressio*, le sort de milliers de personnes ressortissants des pays en voie de développement ou carrément sous-développés.

### **Pour un développement solidaire de l'humanité : tous les hommes**

Le développement solidaire vers lequel l'humanité doit tendre se présente comme une des conséquences du développement plénier de tout l'homme et de tous les hommes. Si se développer concerne tout homme sans exception, on ne peut se glorifier d'y être parvenu - seul ou avec le concours des autres - et de rester indifférent au sort de ceux qui n'y réussissent pas encore. Par ailleurs, il est confirmé aujourd'hui qu'aucun pays du monde ne peut évoluer en vase clos et donc se développer seul sans la collaboration des autres. D'où l'appel pressant que Paul VI a adressé aux pays nantis au nom de la fraternité et de la charité universelles. Cette solidarité prend, à son entendement, plusieurs formes, notamment la coopération, les échanges commerciaux, l'assistance, et ce, en vue de la promotion d'un monde plus humain.

En matière de coopération, aucun pays du Sud ne peut accuser ceux du Nord de l'en avoir privé. À notre connaissance, les pays du Sud bénéficient des accords de coopération bilatérale avec les pays du Nord, au nom de laquelle des fonds énormes leur sont versés pour promouvoir divers projets de développement. Cependant, force est de constater que ces fonds sont accordés sous forme de dette et une bonne partie sert de frais de fonctionnement des organismes donateurs. De plus, le peu qui parvient aux pays bénéficiaires est soit détourné de sa finalité, soit carrément dilapidé par ceux-là même qui sont censés assurer le développement de leur peuple. Dans tous les cas, les vrais destinataires de ces fonds sont les derniers à pouvoir en jouir. Enfin, derrière de tels fonds se cachent un impérialisme financier et une idéologie technocratique qui impose aux gouvernements bénéficiaires des mesures drastiques souvent en défaveur des peuples.

Les échanges commerciaux ne souffrent pas moins de la loi du plus fort. Jusqu'à aujourd'hui, les pays nantis continuent d'imposer le prix d'achat de matières premières - une des richesses principales des pays en voie de développement - et de vente des produits finis. Dans les deux cas, les plus perdantes ne sont ni plus ni moins que les nations moins nanties. Enfin, l'écart qui se crée entre les deux hémisphères du point de vue de la techno-science est aussi révélateur d'une volonté délibérée de la part tant des pays nantis que de leurs partenaires du Sud de maintenir la population du Sud dans le sous-développement. La science aussi bien que ses résultats demeurent le patrimoine universel de l'humanité et, à ce titre, peuvent être mis à la portée de tous. Toutefois, cela exige de bons investissements et une volonté politique pour permettre la formation technique et scientifique des autochtones locaux de manière à les rendre créateurs de leurs propres techniques.

Malheureusement, force est de constater que cette matière fait précisément figure de parent pauvre dans la coopération. Par ailleurs, les gouvernements concernés ne se prêtent pas à un tel investissement. Conséquence : plutôt que de promouvoir des chercheurs et investisseurs locaux, autonomes, on crée des assistés éternels condamnés à tout attendre de l'extérieur. On se rend bien compte que les relations entre les pays nantis et ceux qui s'essaient au développement sont plus mues par le rapport de force et davantage motivées par les intérêts particuliers - richesses à exploiter - que par la promotion de peuple en détresse. Ce que les pays développés gagnent dans la coopération avec leurs partenaires du Sud, dépasse de loin ce que ceux-ci peuvent en attendre.

Au regard de ce qui précède, l'on peut arguer que, sans la justice sociale qui implique une certaine humanité et moralité dans le commerce et les échanges internationaux, les chances pour les pays du Sud de décoller s'amenuisent. En définitive, que ce soit dans un secteur comme dans un autre, ce qui pose problème, c'est la dimension éthique qui impose à tous les partenaires l'exigence de placer l'intérêt général au dessus de tout. Dans ce cas précis, cet intérêt consiste à promouvoir le développement intégral de tous les hommes. On comprend dès lors l'insistance de l'encyclique à intégrer la dimension tant éthique que spirituelle dans tout ce qu'implique le développement. C'est en ayant intégré ce dernier aspect qui, du reste, est constitutif du développement que celui-ci peut être porteur de paix. ■

# Les peuples, ouvriers de leur propre développement

Jorge Santiago

Ong Desmi, A.C., partenaire d'E&F, Mexique



En 40 ans, les situations et la perception de la réalité ont bien changé. Des progrès significatifs ont été engrangés après l'éveil suscité par *Populorum Progressio*, cette lettre inspirée par les grandes encycliques du Pape Jean XXIII et le Concile Vatican II.

La pauvreté et la marginalisation des peuples face au système capitaliste néolibéral perdure ; mais elle est perçue différemment : cette perception différente dérive de la relation entre la pauvreté et la richesse, entre les pauvres et les riches. Le système en place génère de la pauvreté et marginalise car il comporte une tendance intrinsèque à l'accumulation, au dépouillement, à l'exploitation. Ce système tend également à s'imposer pour défendre ses propres intérêts au moyen de la politique, de la religion, des médias et des armes, ce qui provoque des guerres et des déclarations de guerre dans le monde.

Cette vision n'était peut être pas présente dans l'encyclique de Paul VI, néanmoins celle-ci évoque les conséquences du déséquilibre ainsi que la responsabilité de ceux qui accumulent les richesses, le profit et le bien-être.

Il est tout à fait clair par ailleurs, tant dans l'encyclique qu'aujourd'hui, que les aspirations des êtres humains sont légitimes et que la dignité humaine procède d'une vocation divine et s'ancre dans la nature même des hommes et des peuples « *Dans le dessein de Dieu, chaque homme est appelé à se développer car toute vie est vocation.* » (§15). Et se développer est un devoir personnel et communautaire.

Autre élément fondamental de l'encyclique que l'on retrouve aujourd'hui : la nécessité du changement. « *Mais désormais, les initiatives locales et individuelles ne suffisent plus. La situation présente du monde exige une action d'ensemble à partir d'une claire vision de tous les aspects économiques, sociaux, culturels et spirituels* ». (§13). Le texte ne cite pas de manière explicite la nécessité d'un changement structurel car il n'analyse pas le système mais la situation de pauvreté et le droit à une vie digne. Mais il montre que l'action doit être une action d'ensemble dans les domaines économiques, sociaux, culturels et spirituels. C'est sans doute sur cet aspect que la contribution de notre époque a été la plus importante, contribution qui naît de l'expérience de résistance des Peuples indigènes et de ce qu'ont signifié 40 ans de lutte des Peuples indigènes. On a d'abord essayé de comprendre le système colonial et d'expliquer la négation de l'identité et du droit des Peuples ; ensuite on a pris conscience des valeurs culturelles et du droit à l'existence des peuples indigènes

avec leur propre culture et on a dénoncé leur assujettissement, leur soumission et leur domination. Il est important dans ce cadre de saluer l'apport de la Déclaration de la Barbade pour la libération de l'Indigène (1971), le travail du Département des Missions du CELAM, après la IIe conférence de l'épiscopat latino-américain à Medellín en Colombie en 1968, la lutte politique et le processus de prise de conscience par les peuples de leurs droits inaliénables et de leur droit à l'autodétermination. Ceux-ci ont été reconnus dans la Convention 169 relative aux Peuples Indigènes de l'Organisation internationale du Travail et ensuite dans la déclaration des Nations Unies sur la Décennie des peuples autochtones après la mobilisation du 500<sup>e</sup> anniversaire de la conquête. Les peuples indigènes ont suscité un ensemble de mouvements dans le monde et aujourd'hui, ils sont les protagonistes de la construction d'alternatives au système qui les discrimine et les exploite.

Ce processus de 40 ans a débouché sur des convictions très profondes :

- ils reconnaissent leur part de responsabilité dans leur situation qui est une situation globale ;
- ils se rendent compte qu'il est nécessaire de transformer les relations sociales, économiques, politiques, religieuses et culturelles afin de les fonder sur les droits légitimes qu'ils exercent sur leur territoire,
- ils savent qu'ils ont des responsabilités face à leur histoire et leur culture et que c'est la résistance qui leur a donné la possibilité d'exister avec leurs propres cultures, langue et systèmes de gouvernement. (7)

Ils réclament à présent leurs droits, tout en reconnaissant la pluralité, la diversité et la nécessité de construire des sociétés plurielles. Mais pour cela, il faudra mettre au point des modèles alternatifs au modèle néolibéral uniformisant.

Ils sont également conscients de la solidarité entre les peuples qui a été une des grandes sources d'inspiration d'un éventuel modèle de société différente qui accepte les valeurs culturelles de tous les peuples et les contributions qu'apportent chaque culture et chaque peuple à la société et en définitive à l'humanité.

L'encyclique est très explicite quant à l'idéal vers lequel il faut tendre ; je cite les éléments qui aujourd'hui prennent une grande force suite à l'expérience réelle de l'éveil des Peuples indigènes : « *Moins humaines: les carences matérielles de ceux qui sont privés du minimum vital, et les carences morales de ceux qui sont mutilés par l'égoïsme. Moins humaines: les structures oppressives, qu'elles proviennent des abus de la possession ou des abus du pouvoir, de l'exploitation des travailleurs ou de l'injustice des transactions. Plus humaines : la montée de la misère vers la possession du nécessaire, la victoire sur les fléaux sociaux, l'élargissement des connaissances, l'acquisition de la culture. Plus humaines aussi: la considération accrue de la dignité d'autrui, l'orientation vers l'esprit de pauvreté. La coopération au bien commun, la*

---

<sup>7</sup> Il faut sans doute inviter à une relecture critique de l'histoire de la culture indienne. Il ne s'agit pas d'idéaliser ici les cultures indigènes, qui comme toute culture, comportent certaines dimensions plus sensibles (comme la question des rapports inégalitaires - notamment entre hommes et femmes -, ou encore les rapports de violence qui pouvaient prévaloir comme système politico-culturel).

*volonté de paix. Plus humaine encore la reconnaissance par l'homme des valeurs suprêmes, et de Dieu qui en est la source et le terme. Plus humaines enfin et surtout la foi, don de Dieu accueilli par la bonne volonté des hommes, et l'unité dans la charité du Christ qui nous appelle tous à participer en fils à la vie du Dieu vivant, Père de tous les hommes. » (§21)*

La dynamique des Peuples indigènes dans le monde prend racine dans leur nature profonde et leur développement naît de leur culture, de leurs valeurs, de leur expérience et de leur conscience, qui s'est construite à partir du dialogue, de la connaissance et d'une vision de l'avenir. Cette dynamique oriente l'ensemble de ce processus vers

- une société égalitaire,
- le droit à la participation,
- le droit de construire des modèles différents de répartition des biens, sans appropriation individuelle mais en reconnaissant la collectivité et le bien commun,
- la prise de conscience du fait que nous ne sommes que de passage sur la terre et que nous avons pour responsabilité de protéger la terre mère,
- la reconnaissance d'un Dieu Père et Mère, ce qui implique que l'on conçoive les êtres humains comme masculins et féminins et que l'on reconnaisse le droit des femmes et l'équité dans les relations hommes/femmes,
- des sociétés qui construisent et coopèrent, par leur création, à la Création même et où les personnes tirent leur dignité de leurs actions et de leur participation parce que le travail est un travail digne, parce que la solidarité entre les peuples est le fondement de la construction de nouvelles sociétés où l'échanges de biens, de connaissances, des capacités différentes de chacun rendent possible une vie digne pour toutes et tous. Voilà le changement indispensable qui vient des communautés. Il avance dans la mesure où chaque personne devient un sujet historique, responsable de sa vocation.

La dynamique des Peuples indigènes s'est renforcée grâce à un ensemble de contributions et de recherches aux racines mêmes de la culture des peuples. Il est important de reconnaître l'effort consenti pour retrouver les langues, les systèmes associatifs et culturels, les symboles, les systèmes de communication, de gouvernement, d'organisation sociale. C'est aussi cet effort qui a permis aux peuples de découvrir ensemble l'existence d'une Théologie indienne et d'une économie reposant sur le respect de la terre, la distribution des richesses et l'échange sachant qu'il faut parvenir à un équilibre avec la nature et respecter profondément les mystères de la nature en raison de sa grandeur, des ses capacités surprenantes et de sa force.

De tout cela, il résulte des propositions nouvelles qui vont de pair avec les recherches de l'ensemble de la société d'alternatives à la situation du monde actuel. Ces initiatives s'appellent aujourd'hui économie sociale et solidaire, sociétés pluriethniques, régénération culturelle et elles s'unissent à la clameur de tous les peuples qui s'est exprimée lors du Forum Social Mondial et est présente dans l'ensemble des protestations et des alternatives.

Nous sommes face à une situation nouvelle, claire et enthousiasmante. Le rôle des églises et en particulier de l'église catholique, c'est d'être une église autochtone, c'est de défendre les droits des Peuples, c'est l'engagement des chrétiens à manifester leurs aspirations qui font partie des aspirations de tous les Peuples.

Voilà en quoi doit consister notre action. *« Le récent concile l'a rappelé : Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice, inséparable de la charité. Tous les autres droits, quels qu'ils soient, y compris ceux de propriété et de libre commerce, y sont subordonnés : ils ne doivent donc pas en entraver, mais bien au contraire en faciliter la réalisation et c'est un devoir social grave et urgent de les ramener à leur finalité première. »* (§22)

Nous nous sommes engagés dans cette voie et aujourd'hui, les Peuples indigènes sont davantage au clair sur les actions à entreprendre. *« C'est un humanisme plénier qu'il faut promouvoir »* (§42), autrement dit un humanisme intégral.

Et pour y parvenir il faut modifier le système néolibéral dont toutes les caractéristiques entravent le développement des personnes et les droits des peuples. En fait, c'est plutôt un système qui va à l'encontre des droits des peuples.

*« Combattre la misère et lutter contre l'injustice, c'est promouvoir, avec le mieux-être, le progrès humain et spirituel de tous, et donc le bien commun de l'humanité. La paix ne se réduit pas à une absence de guerre, fruit de l'équilibre toujours précaire des forces. Elle se construit jour après jour, dans la poursuite d'un ordre voulu de Dieu, qui comporte une justice plus parfaite entre les hommes »* (§76).

*« Ouvriers de leur propre développement, les peuples en sont les premiers, responsables. Mais ils ne le réaliseront pas dans l'isolement. Des accords régionaux entre peuples faibles pour se soutenir mutuellement, des ententes plus amples pour leur venir en aide, des conventions plus ambitieuses entre les uns et les autres pour établir des programmes concertés sont les jalons de ce chemin du développement qui conduit à la paix. »* (§77) ■

# S'engager radicalement dans le développement humain

Sudha Varghese  
Religieuse - Inde



**Sudha Varghese, vous travaillez au nord de l'Inde, dans l'Etat du Bihar, parmi les dalits. 40 ans après sa publication, que représente pour vous l'Encyclique Populorum Progressio, dans la lutte pour le respect des droits humains et pour l'émancipation des dalits ? Ce texte est-il une référence pour vous ?**

Avec Populorum Progressio, c'est la première fois que l'Eglise exprime fortement son soutien au combat des peuples du monde. C'est un défi certain pour l'Eglise. Ce document est exigeant et selon moi, il devra être étudié et se traduire en actions, étudié et réétudié pour en comprendre les exigences. L'Eglise a pris d'énormes responsabilités, qu'elle partage avec le peuple. L'Eglise, avec sa hiérarchie et le peuple de Dieu, affirme que tous les peuples peuvent vivre dans la dignité. En 1967, l'Eglise s'est ouverte au monde, dans certains pays plus que dans d'autres. Je parlerai ici de l'Eglise d'Inde. A plusieurs reprises, l'Eglise a fait entendre sa voix, a exprimé son opinion sur la pauvreté et la violation des droits humains, mais je pense qu'elle n'est pas encore assez présente à ce niveau. Nous devons considérer le développement des êtres humains dans un environnement où ils sont reconnus en tant qu'êtres humains, où ils ne sont pas victimes de violences de caste, de tensions religieuses, du fondamentalisme, de conflits entre communautés. Si les gens souffrent de ces idéologies, ils ne sont pas libres. Au niveau économique, il faut qu'ils soient libres. Il faut qu'ils puissent être formés dans des écoles, qu'ils puissent être soignés dans des hôpitaux ou dans des centres de santé. L'Eglise en Inde est très riche, elle possède beaucoup de terres. Cette terre, il faut la partager. À une époque où la terre était bon marché ou quand les Anglais se sont retirés de notre pays, nous avons eu accès à la terre. Mais aujourd'hui, avons-nous le droit à cette terre, alors que des millions d'entre nous se battent, n'ont aucune terre, sont ouvriers agricoles et gagnent à peine de quoi survivre ?

### **Ce texte vous inspire-t-il pour vos actions?**

J'ai étudié ce texte en détails quand il est sorti. J'ai ressenti que ce texte reflétait mon engagement radical, inspiré de documents de la théologie de libération. C'est un document exigeant. Il nous appelle à être plus radicaux et plus engagés dans le développement humain. Moi-même, je travaille avec les castes les plus basses en Inde. Et aucun des enfants de ces castes n'est capable de suivre l'enseignement des écoles catholiques. Ces institutions sont souvent dans les zones urbaines. Or, dans les zones rurales où habitent ces dalits, il n'y a pas de transport, pas d'indépendance économique, pas d'institution de santé ou scolaire.

Il faut que l'Eglise se déplace et vienne à la rencontre du peuple qui a vraiment besoin d'elle.

C'est ce que le Christ a fait. Il n'a pas attendu près du temple que les gens viennent à sa rencontre. Il est allé vers eux, vers ceux qui étaient dans le besoin, pour les encourager, pour leur montrer le chemin, il ne les a pas jugés mais leur a pardonné. L'Eglise doit venir en aide aux gens qui sont dans le besoin.

### **Ce texte vous a-t-il donné une certaine image de Dieu. Avez-vous retrouvé Sa présence dans ce texte ?**

Je pense que mon idée de Dieu a changé depuis le jour où j'ai rencontré cette communauté dalit. Ma spiritualité a changé, mes prières ont changé. Eux m'ont appris qui est Dieu, ce que sont la prière et la libération. Je pense que Dieu ne peut être présent dans une telle inégalité dans la société, quand la majorité des gens vivent dans des conditions tout à fait inhumaines, alors qu'un petit nombre possède tout. L'inégalité n'est pas voulue par Dieu. Ce texte m'a apporté une idée de Dieu dans sa totalité. Il m'a donné une vraie spiritualité, un Dieu proche de ceux qui luttent, un Dieu qui ne soutient pas les gens qui sont égoïstes, en compétition ou qui maintiennent les autres dans des conditions de vie inhumaines.

### **Il y a une phrase de *Populorum Progressio* qui dit que chaque être humain appartient à la société et à l'humanité entière. Ce n'est pas un seul humain qui est invité à rejoindre la société mais toute l'humanité. Que signifie cette phrase dans votre vie de tous les jours ? (traduction rapide du point n°17)**

Il ne s'agit pas de la responsabilité de quelques personnes seulement. Dans mon engagement, quand certaines femmes sont engagées, elles doivent aussi impliquer les autres. Tout le monde est impliqué, chacun aide l'autre. Si un garçon ou une fille a pu finir ses études primaires, nous lui donnons la responsabilité de s'occuper d'enfants plus jeunes. Par contre, si quelqu'un ne s'engage pas en fonction de ce qu'il ou elle a pu recevoir, alors ce processus s'arrête. La communauté a la responsabilité de former d'autres à s'engager dans des postes de responsabilité aussi. Moi-même, je ne peux pas être présente dans une centaine de villages. Il faut donc préparer des jeunes à prendre leurs responsabilités et devenir des leaders dans leurs villages, après avoir reçu des formations de base.

Au sein de l'Eglise, je n'attends pas de la hiérarchie qu'elle fasse tout. La responsabilité de la hiérarchie est d'éclairer la communauté et de l'aider dans son combat, de lui donner de nouveaux défis quand d'autres sont dans des situations encore plus difficiles, ont besoin d'aide, souffrent, sont engagés pour trouver un certain développement, une certaine humanité, le respect de leurs droits humains. C'est vraiment une responsabilité partagée.

**Le texte « Populorum Progressio » a 40 ans. En quoi ce texte est-il important 40 ans après sa rédaction ?**

L'importance de ce document est plus grande aujourd'hui qu'il y a 40 ans ; car on est mis face à de plus en plus de problématiques : la mondialisation, la libéralisation, l'ouverture des marchés... Dans la mondialisation, beaucoup de personnes sont déportées, leur terre est prise pour l'industrie. Ils reçoivent peut-être des compensations. Mais à moins que ces gens soient encouragés à retrouver leur propre force, l'argent des compensations peut être utilisé à très court terme. Ils doivent trouver un nouveau lopin de terre, une nouvelle maison, un nouveau chez soi, une nouvelle communauté. Aujourd'hui, les problématiques sont différentes d'il y a 40 ans. On fait face à de nouveaux défis et on doit être aidé face à ces nouveaux défis. *Populorum Progressio* est important aujourd'hui à cet égard. Nous devons analyser les nouveaux défis et voir comment y répondre. Bien qu'il date d'il y a 40 ans, il est toujours aussi important aujourd'hui. ■

Propos recueillis par Karl Wintgens

# Guerre en RDC et pillage des richesses

**Simon-Pierre Iyananio**

Vicaire général du diocèse de Kasongo – Maniema  
et responsable du Bureau Diocésain de Développement,  
partenaire d'E&F – RD Congo



C'est vers les années 1967-1968 que Mgr Timothée Pirigisha, alors évêque de Kasongo, lança officiellement la structure pastorale chargée du développement et en confia la gestion au père Guy d'Haenens. Le but était de « *travailler à l'amélioration des conditions de vie des populations du diocèse* », ce qui est une référence directe à *Populorum Progressio*. Et l'actuel évêque de Kasongo, Mgr Théophile KABOY, ne cesse de rappeler que le Bureau diocésain de développement doit travailler à « *donner la vie et la vie en abondance* » (Jn 10,10). *Populorum Progressio* a fortement influé sur la pastorale de développement dans le diocèse de Kasongo et en RDC.

Bien que ce document ne soit pas assez connu dans les communautés de base de nos diocèses, la référence à *Populorum Progressio* traverse les documents des évêques et des théologiens congolais et les actions de l'Eglise Catholique de la RDC, surtout depuis le début des années 90. Non seulement l'Eglise dénonce, mais elle propose des pistes de solution et s'engage elle-même dans des actions prophétiques en faveur des pauvres et des opprimés, jusque sur le terrain politique. Depuis 1990, l'Eglise de la RDC est sortie de la sacristie pour être partout où le peuple se bat pour défendre ses droits et survivre. Partout, même dans la rue, avec la marche pacifique des chrétiens du 16 février 1992 réprimée dans le sang par le régime Mobutu.

Elle ne se contente plus seulement de faire de l'assistance aux pauvres, elle veut les aider à retrouver leur dignité d'hommes et de femmes créés à l'image de Dieu. Tout en aidant matériellement les pauvres et les opprimés, notre Eglise veut, à la suite de *Populorum Progressio*, s'attaquer aux causes de la misère du peuple. La principale étant l'absence de l'Etat et la crise de légitimité qui en découle, elle a décidé d'aider à la restauration d'un Etat de droit et à une culture de la paix. L'Eglise peut être fière du témoignage de foi qu'elle a rendu en RDC.

Mais, la question du capitalisme libéral soulevée par *Populorum Progressio* (§26) et celle de l'équité dans les relations commerciales (§56-64) sont une véritable épine dans les pieds des pays pauvres, particulièrement la RDC, dont les richesses naturelles sont la principale cause des guerres déclenchées sur fonds d'intérêt économique des puissances étrangères par Africains interposés.

Ceci est particulièrement vrai pour les guerres dites de libération (1996-2003) ayant conduit à l'invasion de la RDC par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Plus de trois millions de mort pour que, au finish, des multinationales occidentales aient accès aux matières premières (diamant, Coltan, or, bois...).

Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis sur pied des groupes d'enquêteurs dont les conclusions ont montré que le conflit qualifié de « guerre civile » par les médias occidentaux était en réalité une guerre économique imposée de l'extérieur. En 2002, le panel de l'ONU sur le pillage des ressources de la RDC a affirmé dans un rapport que 85 entreprises avaient violé les normes internationales, y compris des directives de l'OCDE. Aucun gouvernement participant à l'OCDE n'ose lever la voix pour dénoncer la pratique de ces entreprises. Pire, plusieurs de ces gouvernements ont fait pression pour que « leurs » entreprises citées par le panel soient retirées de cette liste. Comment pourra-t-on arriver à un développement intégral de tout homme et de tous les hommes souhaité par *Populorum Progressio* (§14), si un minimum d'équité n'est pas établi dans les relations entre les pays riches et les pays pauvres ?

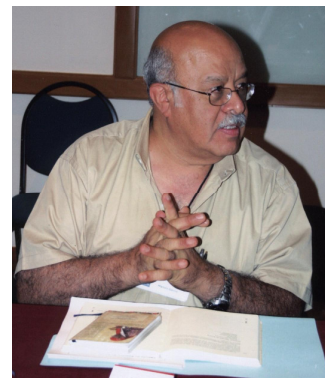
*Populorum Progressio* a demandé que des plans et programmes concertés soient établis par les pouvoirs publics (§33). Nous pensons que c'est la question principale à laquelle il faudra répondre aujourd'hui : pourquoi, des décennies après et en dépit des discours, aucun pays riche n'arrive à affecter à l'aide au développement 1 % de son PIB ? Pourquoi la question d'un plan Marshall pour l'Afrique ne paraît pas prioritaire, alors que des millions de personnes continuent à crever de faim, de manque de soins et même d'analphabétisme ? *Populorum Progressio* a encore du chemin pour atteindre les oreilles mais surtout les cœurs des décideurs de ce monde. Bonne chance. ■

# Eppur si muove

## (« Et pourtant, elle tourne »)

Manolo García García

Ong SERJUS, partenaire d'E&F - Guatemala



L'Encyclique *Populorum Progressio*, Développement des peuples, de S.S. le pape Paul VI, représente une étape dans le processus de renaissance qui a débuté avec le concile Vatican II. L'Encyclique incarnait, à la fin des années 60 et aujourd'hui de façon encore plus dramatique, les réflexions du Concile et des encycliques de l'inoubliable père, S.S. Jean XXIII.

Dans ce processus d'« *aggiornamieto* » (mise à jour), l'Eglise abandonnait le spiritualisme intégriste et retrouvait sa mission de sel et de lumière du monde, un monde qui se reconstruisait après les guerres mondiales, sur les concepts matérialistes de la modernisation occidentale basée sur le profit agressif, l'accumulation sans scrupules de richesses, l'exclusion et l'exploitation de la plus grande partie de l'humanité.

Comme l'a fait Galilée en son temps, l'Encyclique proposait une vision globale de la réalité à laquelle l'Eglise elle-même n'était pas étrangère et appelait les chrétiens à participer concrètement à la reconstruction de ce monde réel, en étant des témoins vivants, fidèles et concrets de l'amour évangélique que nous professons.

Au Guatemala, l'Encyclique est venue donner sens à la lutte de nombreux chrétiens qui, à travers l'action catholique dans ses différentes dimensions, tentaient d'amener le Christ dans tous les secteurs de la société, qui nous mettait au défi d'y incarner et d'y matérialiser le véritable amour du Christ et les enseignements de l'Évangile. L'Encyclique a ouvert une voie nouvelle en nous montrant que, en tant que chrétiens, nous ne pouvons pas rester insensibles aux injustices, à la tyrannie de quelques-uns qui conduisent à l'exploitation et à la violation des droits inaliénables de la personne humaine et plongent des milliers de personnes dans la plus extrême pauvreté.

Comme dans de nombreux pays du monde, au Guatemala, depuis la fin des années 60, toute une série d'actions et d'organisations se sont renforcées, avec une vision plus globale du développement qui dépasse l'assistanat et la philanthropie, encourage, promeut, intègre et soutient l'organisation et les luttes des travailleurs, des paysans, des ouvriers, des femmes, des habitants des villes et des peuples indigènes. En essayant de résoudre des problèmes plus immédiats, ces organisations ont également accompagné les efforts réalisés pour transformer la société et mener à bien les changements structurels que nécessitent le pays et la réalité.

Le message et les appels de l'Encyclique qui ont été repris lors des Conférences épiscopales de Medellín et Puebla ont été mis en pratique par des milliers de chrétiens dont beaucoup s'engagèrent au prix de leur propre vie. En tant qu'organisation de soutien aux paysans, nous avons renforcé notre appui à la fédération paysanne et, avec les missions des Pères de Mariknoll et de l'Institut des Missions étrangères d'Espagne, nous avons soutenu les centaines de familles qui cherchaient des terres dans les régions de l'Ixcán et au Peten. Plus tard, au moment du conflit armé, elles furent violemment délogées de ces terres par les opérations militaires du Gouvernement de la République. Aujourd'hui, ce sont la Pastorale de la Terre et les organisations paysannes qui soutiennent 87% de la population qui, en tant que paysans, possèdent à peine 13% de la terre cultivable, face à 2% qui en détiennent 56,50%. Des inégalités qui affectent le développement de nos peuples.

Les Evêques du Guatemala, après le tremblement de terre de 1976, et à nouveau en 1978, publièrent les lettres pastorales « Unis dans l'espérance » et « La clameur pour la terre », qui dénonçaient la concentration injuste de la propriété de la terre et de la richesse, lançant un appel à l'action concrète pour la justice, le changement des structures sociales, la solidarité et la redistribution de la terre, comme bases d'un authentique développement global, selon les termes de l'Encyclique *Populorum Progressio*.

Maintenant, après 40 ans, les prophéties de l'Encyclique sont en train de s'accomplir, puisque la mondialisation capitaliste a internationalisé le pouvoir et l'exploitation, apportant plus d'exclusion et aggravant la pauvreté dans toutes les régions du monde, y compris dans celles qui étaient considérées d'un niveau de développement plus avancé. Au Guatemala, 28% de la population vivent dans une pauvreté extrême, qui affecte 40% de la population rurale et 39% des Indigènes. 57% de la population vivent avec moins de deux dollars par jour.

La débâcle annoncée par l'Encyclique est arrivée, rendant plus grands et plus clairs les défis à la foi et à l'engagement social des chrétiens. Cependant, de nouveaux courants de l'intégrisme spiritualiste dans le monde, faisant cause commune avec les puissants, ont essayé de mettre l'Encyclique aux oubliettes et de stigmatiser l'action et l'engagement social de l'Eglise catholique, niant ainsi la réalité dramatique que nous vivons.

Malgré cela, le message et l'appel contenus dans l'Encyclique *Populorum Progressio* restent bien vivants, interpellant avec amour notre foi, notre espérance et notre action ■

# Du développement, .... au dialogue ?

Jean-Pierre Dupont  
El Kalima – Belgique



L'encyclique « *Populorum Progressio* » est née dans un contexte différent de celui que nous vivons en 2007. Il y a quarante ans, comme le souligne Ignace Berten, lorsque Paul VI parlait du heurt des civilisations, il visait « *la différence entre civilisations industrielles et civilisations traditionnelles* ». Aujourd'hui se mêlent au heurt des cultures et des civilisations, des questions d'inégalité et de pauvreté, mais aussi d'humiliations et de ressentiments. Parmi les nouveaux défis contextuels auxquels l'Eglise et les chrétiens sont confrontés, nous devons citer la question du rapport au monde musulman.

L'islam, comme religion et comme culture, nous interpelle sur divers plans : celui de l'intégration dans nos sociétés, de travailleurs, de familles, de jeunes issus directement ou non de pays où la culture et la religion dominantes sont celles de l'islam ; celui aussi des relations internationales et des conflits. Le champ des frustrations au sein du monde musulman, engendrées par un monde occidental hautement industrialisé et provoquant la non reconnaissance ou l'inégalité, se traduit dans certains cas par des attitudes extrêmes et violentes. Le prétendu conflit de civilisation entre occident et orient, défendu par les néo-conservateurs, est significatif de la volonté de stigmatiser une culture et des sociétés considérées comme « autres ». La capacité de ces sociétés à offrir un apport constructif à la modernité, ne va pas de soi.

Ces défis-là, présentés comme tels, n'étaient pas à l'ordre du jour au temps où fut écrit et proclamé « *Populorum Progressio* ».

La question spécifique et actuelle du rapport aux musulmans ne se situerait-elle pas dans le champ des frustrations engendrées par un monde occidental hautement industrialisé qui se structure encore et toujours dans l'inégalité ? N'est-ce pas précisément ce monde qu'analyse l'encyclique lorsqu'elle dénonce les méfaits du libéralisme capitaliste qui conduit à l'impérialisme international de l'argent ?

Les pays musulmans de l'hémisphère sud puisent dans le terreau de leurs sous-développement, voulu et entretenu par les puissances anciennement liées à la colonisation, les racines de leur ressentiment envers les « chrétiens ». Cette méfiance, comme le souligne Christian Van Nispen tot Sevenaer (1), rejoint le sentiment de « victimisation » ressenti depuis longtemps dans le monde musulman : sentiment d'être toujours victime de complots contre l'islam. Pendant longtemps, l'ennemi de

l'Occident a été le monde communiste. Maintenant l'islam ne serait-il pas choisi pour être l'ennemi à noircir et à dominer ensuite ?

En son temps, « *Populorum Progressio* » ainsi que d'autres documents pontificaux comme « *Octagesima adveniens, lettre au Cardinal Roy* » (1971) ont éveillé la génération des chrétiens post-conciliaires à leurs responsabilités envers la société, au nom de la foi chrétienne. Des convictions comme « *le combat pour la justice fait partie intégrante de l'évangélisation* » ont motivé bien des chrétiens. A l'époque, ceux-ci furent assez nombreux à s'engager avec d'autres dans la coopération au développement outre-mer ou dans le volontariat dans les associations de promotion humaine dans notre pays. Il n'est pas rare que la rencontre du « Tiers monde » ait provoqué de sérieux engagements dans le monde syndical, dans les mouvements de revendications portés par les émigrés, dans les lieux d'accompagnement des femmes et des enfants des quartiers populaires de nos villes, etc.

Divers coopérants et bénévoles, dans leurs engagements, ont été placés subitement devant la découverte de l'islam. Ceux qui étaient souvent l'objet d'un travail social, s'avéraient être différents de nous, par la culture et la religion : ils étaient musulmans ! Au contact de ces émigrés, les militants découvrirent la nécessité d'une certaine connaissance de l'islam. Le défi commun essentiel, est de construire ensemble une société humaine où chacun puisse vivre dans la dignité et dans la liberté. Un des défis du dialogue sera de pouvoir vivre la différence de façon positive, dans le respect, sans violence ni mépris. Les différentes appartenances religieuses et culturelles pouvant être complémentaires.

Si l'esprit conciliaire a reconnu les autres religions et la nécessité d'une réelle reconnaissance et d'un réel dialogue entre elles, il faut constater que « *Populorum Progressio* » abordait la réalité du monde par un autre angle. Cependant, dans les textes, des deux côtés, ce qui est au cœur des préoccupations, c'est bien l'humain, l'autre à respecter intégralement.

Bien des chrétiens, dans les années 1960-1970, ont fondé leur spiritualité de l'engagement sur l'encyclique qui fut l'objet de cercles d'études dans de nombreuses équipes, ONG et communautés de base.

Ne peut-on pas dire que « *Populorum Progressio* » fut pour les chrétiens solidaires, ce que furent « *Rerum Novarum* » (1891) et « *Quadragesima anno* » (1931) pour Cardijn, les jocistes et le mouvement ouvrier chrétien, quelques décennies plus tôt ?

A partir de l'éveil à cet autre qu'est le musulman, s'est développé dans certains milieux progressistes chrétiens, un intérêt envers l'islam, ses fondements, ses pratiques et sa pensée mystique. Plusieurs entreprirent de mieux connaître la religion de l'autre, pour l'aider à s'insérer dans la société et y défendre ses droits, fussent-ils ceux d'une minorité.

C'est dans ce mouvement d'ouverture que naquit, par exemple, « El Kalima », centre chrétien pour les relations avec l'islam. Bien d'autres personnes dans les écoles, les quartiers, les associations prirent conscience, suite à l'étude de l'encyclique, du lien entre évangile et politique.. Elles tentèrent donc d'insérer leur volonté de solidarité

envers « les hommes de l'islam » - venus nombreux vendre leur force de travail en Europe – dans des actions concrètes au niveau de la politique communale, régionale et fédérale. C'est ainsi que bien des chrétiens appuyèrent à cette époque les démarches en faveur de la reconnaissance de l'islam par la Constitution belge. On vit, à partir de là, émerger dans tous les partis politiques et à tous les niveaux, de nombreux candidats d'origine musulmane.

Des théologiens musulmans issus de l'émigration s'attachent aujourd'hui à faire connaître eux-mêmes aux musulmans et non-musulmans quels sont les grands principes de l'islam et comment ils peuvent concourir à l'humanisation des relations entre les citoyens d'un même pays, voire d'une même ville.

Tout cela ne va-t-il pas dans le sens souhaité par l'Encyclique : que les peuples et tous les humains prennent ensemble leur destinée en main et arrivent à un développement non seulement socio-économique, mais aussi éthique. Devant cet effort de tous et des musulmans en particulier pour se libérer de toute forme d'oppression et des conséquences de l'islamophobie, l'Eglise n'impose pas sa doctrine. Elle ne développe pas de solution claire aux problèmes majeurs mais elle se tient positivement présente en offrant ce dont elle est porteuse en fait de sens et de valeurs, dans une attitude de collaboration et d'authentique dialogue.

Aussi bien pour l'islam que pour le christianisme, la foi en Dieu ne peut être vécue de façon authentique sans respect pour l'homme, sans justice faite à chaque homme et avant tout aux pauvres et aux petits. Pour les deux religions, la justice a son fondement en Dieu, fondement transcendant qui renvoie au caractère sacré de l'homme. Liée à cette dimension de la justice, la conviction que la foi est force de libération se retrouve tant chez des musulmans que chez des chrétiens.

Grâce à « *Populorum Progressio* », les chrétiens sont passés en quarante ans de la volonté de réagir contre toutes les formes d'injustice qui ont engendré le « Tiers monde » et son sous-développement, ... au dialogue interculturel et interreligieux qui reconnaît la force des religions, telles que l'islam et le christianisme, pour la transformation du monde.

Les grands principes humains et théologiques de l'encyclique sont autant de clés qui permettent d'élaborer une vision, des objectifs et des relations pour un dialogue interreligieux entre chrétiens et musulmans. Bien plus : ces principes permettront de redéfinir une éthique et une ligne d'action pour des défis actuels que pose notre rapport géographique et culturel avec le monde musulman. En cela, PP reste un formidable instrument d'actualité et de mobilisation des chrétiens■

---

(1) Cf Le livre de Christian Van Nispen tot Sevenaer, 'Chrétiens et Musulmans, frères devant Dieu ?', Editions de l'Atelier – Les Editions ouvrières, 2004, Paris-

**N.B. Jean Pierre Dupont** est prêtre animateur pastoral en milieu populaire à Bruxelles. Ordonné en 1960, il est témoin d'une époque et livre ici ses réflexions, sans prétention, ni théologique, ni sociologique. Il est membre de « El Kalima » et de « Justice et Paix ».





Ont collaboré à la réalisation de ce dossier :

Benoît ALBERT,  
Ignace BERTEN,  
Philippe de DORLODOT,  
Stephan GRAWEZ,  
Denis KIALUTA,  
Etienne MAYENCE.

Publié avec le soutien :

du service Education permanente de la Communauté française Wallonie-Bruxelles  
et de la Direction Générale de la Coopération au Développement



Nous remercions les divers rédacteurs pour leur contribution, ainsi que :



**DOSSIER**  
**« LE DÉVELOPPEMENT DES PEUPLES**  
**40 ANS APRÈS *POPULORUM PROGRESSIO* »**

Coordonné par ENTRAIDE & FRATERNITÉ et JUSTICE & PAIX, ce dossier veut montrer l'actualité de l'Encyclique « Populorum Progressio », publiée par le pape Paul VI en 1967.

Trois chapitres ponctuent ce dossier :

- un texte introductif d'**Ignace Berten**, théologien dominicain, qui rappelle le contenu de cette Encyclique, les enjeux qu'elle mettait en évidence, le contexte dans lequel elle fut publiée. Cette analyse évoque aussi les éléments de POPULORUM PROGRESSIO qui restent d'actualité.
- des éclairages théologiques de personnalités de trois continents :
  - o le Prof. **Dr. Paulo Fernando Carneiro de Andrade** (Brésil),
  - o **Denis Kialuta** (prêtre et philosophe congolais, résidant actuellement en Belgique),
  - o **Sudha Varghese** (religieuse indienne, active auprès des dalits (intouchables)).
- enfin, quelques partenaires d'ENTRAIDE & FRATERNITÉ et de JUSTICE & PAIX apportent aussi des témoignages sur l'importance de cette Encyclique ou sur le rôle qu'elle a pu jouer dans le travail pour le développement. On y trouvera les contributions de **Jorge Santiago** (de l'ONG Desmi – Chiapas, Mexique), de **Manolo García García** (SERJUS – Guatemala), de **Simon-Pierre Iyananio** (du Bureau Diocésain de Développement de Kasongo – Congo), de **Jean-Pierre Dupont** (El Kalima- Bruxelles).



32, rue du Gouvernement Provisoire  
B 1000 Bruxelles  
[www.entraide.be](http://www.entraide.be)



31/6, rue M. Liéart  
B 1150 Bruxelles  
[www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

Prix de vente : 3 €